

ARRONDISSEMENT D'ARGENTAT

Réunion d'école et de collège publics pour la première question abordée le Mardi 9 XII et réunion d'école publique pour les deux questions traitées le Samedi 13 XII 2004 .

Discussion sur le constat .

Un collectif des enseignants du collège intervient en lisant une lettre commune à intégrer à la synthèse : "Pourquoi le débat national sur l'école nous paraît être une supercherie"

"Dans l'organisation même du débat et la formulation des questions, la commission Thélot a étroitement ordonné la discussion .

Son président lui-même dans une interview accordée au Monde (en Septembre 2004) affirmait : "Si le débat reflète correctement ce que pensent les français, le gouvernement en tiendra compte ."

Qui évaluera ce caractère "correct" et comment ? Quelle sera l'attitude du gouvernement s'il juge que le débat ne reflète pas correctement la pensée des français ?

Si nous ne contestons à quiconque attaché à l'école laïque le droit de donner son avis sur la finalité de l'école et sur les valeurs qu'elle doit promouvoir, nous nous interrogeons sur la crédibilité d'un tel débat lorsque d'éminentes personnalités tirent déjà des conclusions et envisagent d'ores-et-déjà une série de réformes :

- la décentralisation
- l'autonomie des établissements : donc leur mise en concurrence et l'accentuation des inégalités
- l'enseignement mis au service des problématiques et des besoins de l'entreprise
- l'instauration de la bivalence (un professeur amené à enseigner une autre matière que celle pour laquelle il a été formé) .

Ainsi, nous nous apprêtons à appliquer en France des réformes préconisées par l'O.C.D.E. et appliquées dans d'autres pays .

En tant qu'enseignants et citoyens, tout en nous réaffirmant prêts à toutes les négociations sur l'école dont l'objectif serait une réelle amélioration du service public d'éducation, nous avons jugé la participation à ce débat problématique.

Cependant, certains d'entre nous ont tenu à être présents par respect pour nos concitoyens présents eux-mêmes aujourd'hui .

Nous demandons que cette intervention soit jointe aux documents de synthèse . "

2.12 COMMENT LES PARENTS ET LES PARTENAIRES EXTERIEURS DE L'ECOLE PEUVENT-ILS FAVORISER LA REUSSITE SCOLAIRE DES ELEVES ?

Rappel des éléments de la réussite scolaire d'un élève : l'élève lui-même, les enseignants, les parents en association ou non, le personnel non-enseignant des établissements scolaires, les élus (Conseil Municipal pour le 1er Degré, Conseil Général pour le 2nd Degré), les DDEN, les associations qui interviennent en horaires scolaires ou en dehors des heures scolaires, les aménagements particuliers (Contrat Educatif Local, par exemple, signé entre la commune, le ministère de l'Education et le ministère des Sports) .

La réussite scolaire doit se baser sur des objectifs communs . L'Ecole de la République est un gage de cohésion sociale qui transmet des valeurs fondamentales comme la citoyenneté, la laïcité, le respect, la tolérance . Le rapport avec les familles doit être basé sur la confiance . Comment ré-instaurer cette confiance qui semble manquer ?

Il n'est pas certain qu'elle ait vraiment disparu mais il est nécessaire de la favoriser différemment .
Les enseignants sont confrontés désormais à des situations professionnelles qui dépassent le cadre de leur tâche première . Ils ont de plus en plus à "éduquer" au détriment d'une "instruction" à laquelle ils peuvent moins se consacrer .

Certes, mais leur ministère n'est plus celui de "l'Instruction Publique" mais bien celui de "l'Education Nationale". Il y a transformation des missions avec, désormais, l'obligation pour les enseignants de traiter de problèmes éducatifs qui relèvent plutôt de la cellule familiale .

Les enseignants sont nombreux à signaler un « désengagement » des parents . Certains parents présents indiquent que ce n'est pas aussi net mais qu'il y a des blocages . Par exemple, s'il y a peu de parents ce soir, c'est à cause de la formulation trop technique des questions . On ne les comprend pas .

Dans les partenaires de l'école, n'oublions pas les fédérations sportives .

L'école a une fonction socialisante . Elle a aussi une fonction diplômante, pas seulement axée sur des valeurs (savoir-être) mais aussi sur des contenus (savoir-faire) .

Elle doit viser l'insertion professionnelle . Aujourd'hui, est-ce bien le cas ? Est-ce que les valeurs de l'Ecole Républicaine sont incompatibles avec la réussite sociale des élèves ?

On a l'impression qu'un amalgame est entretenu entre Instruction et Education : les enseignants ne sont pas responsables de tous les maux .

Il n'y a plus symbiose entre la société actuelle et l'école d'aujourd'hui .

Pour favoriser la réussite scolaire, il faut penser d'abord aux élèves : par exemple, que voit-on dans les campagnes aujourd'hui ? Des enfants parfois très jeunes obligés à des déplacements de plus en plus longs, de plus en plus tôt parce que l'on ferme les petites écoles . Il faut penser en termes de Service Public, ne pas fonctionner en termes de « rentabilité » . L'enfant doit aller à l'école heureux .

Mais les programmes sont surchargés, les horaires trop lourds . De plus, l' « Ecole gratuite pour tous » l'est de moins en moins . On assiste à des changements dangereux dans notre société . On ne prend pas en compte les élèves de 2 ans dans la Carte Scolaire et, à côté de cela, on voit se développer des crèches privées .

Eteignez la Télé !!

Cri de colère des enseignants qui reçoivent des élèves fatigués et « zappeurs » . Comment peut-on lutter contre « Star Ac' » qui promeut le succès facile et la « réussite » par l'exclusion de l'Autre ?

Les modèles par la TV sont navrants : un élève a dit à l'un de ses professeurs « Vous êtes aussi sévère qu'à Star Ac' » .

1.01 QUELLES SONT LES VALEURS DE L'ECOLE REPUBLICAINE ET COMMENT FAIRE EN SORTE QUE LA SOCIETE LES RECONNAISSE ?

Les valeurs de l'école républicaine sont : Liberté-Egalité-Fraternité . Au-delà, elle vise à l'émancipation par l'universalisation des savoirs . La gratuité est indispensable, la mixité n'est pas à remettre en cause . La laïcité, inscrite dans la Constitution (2 pays seulement l'ont fait, la France et la Turquie), doit être protégée et absolument maintenue dans les faits .

Autrefois ascenseur social, l'école aujourd'hui doit développer les notions de respect et de tolérance . Les élèves doivent y vivre le respect des différences (la liberté, oui ! , l'anarchie, non !) .

Faisons attention . Les défenseurs actuels de la laïcité voulaient la « tuer » en 1993/94 . Rappelez-vous le 1,5 million de manifestants à Paris en Janvier 1994 .

Un enseignant doit-il et peut-il rester « neutre » ? Favoriser la laïcité n'est pas neutre : elle est née d'un combat (Révolution, lois Jules Ferry ,...) .

L'école n'échappe pas au monde extérieur : elle doit donc s'adapter afin de donner à ses élèves les outils pour l'appréhender . Les enseignants ont ce travail à faire sur eux-mêmes . Il est indispensable de développer les contacts entre parents et enseignants afin de rétablir un lien de confiance qui est dénaturé .

Il y a 30 ans, il existait un consensus entre parents, école et société . Aujourd'hui, le métier d'enseignant est mal défini, les enseignants doutent donc ils se replient .

Il faut faire de la co-éducation : ce n'est ni perdre son identité ni son autorité . Un paradoxe supplémentaire : on demande de plus en plus aux enseignants de « communiquer » . Ils ne sont pas non plus formés à cela !

3.18 Comment, en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'Etat et des collectivités territoriales ?

Cette question est un piège monstrueux . Il y a une arrière-pensée dans cette question : actuellement, l'Etat cherche à se désengager de nombre de ses missions dont l'enseignement . C'est le débat sur la décentralisation où le gouvernement cherche à transférer les déficits du pays aux collectivités territoriales .

En décentralisant les missions d'éducation, le gouvernement accentuera les inégalités . C'est simple à comprendre : il existe des régions « riches » et des régions « pauvres » . Ces dernières ne pourront pas subvenir aux besoins des établissements à parité avec d'autres régions plus aisées .

Il faut réintroduire la notion de PEREQUATION .

Nous refusons les privatisations que nous sentons poindre derrière ces idées . Non aux écoles IBM ou aux collèges Coca-Cola ! Notre école ne doit pas avoir affaire à des « usagers » dans un esprit de rentabilité comptable . Il s'agit bien d'une solidarité nationale qui doit continuer à s'exercer dans l'esprit d'un SERVICE PUBLIC .

L'Etat ne doit se désengager d'AUCUNE des missions ou d'aucun des rôles qu'il assume encore aujourd'hui .

Remarques complémentaires sur le débat .

Mot-clé : « doute » sur le crédit à apporter au traitement et à l'utilisation des synthèses .